RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER

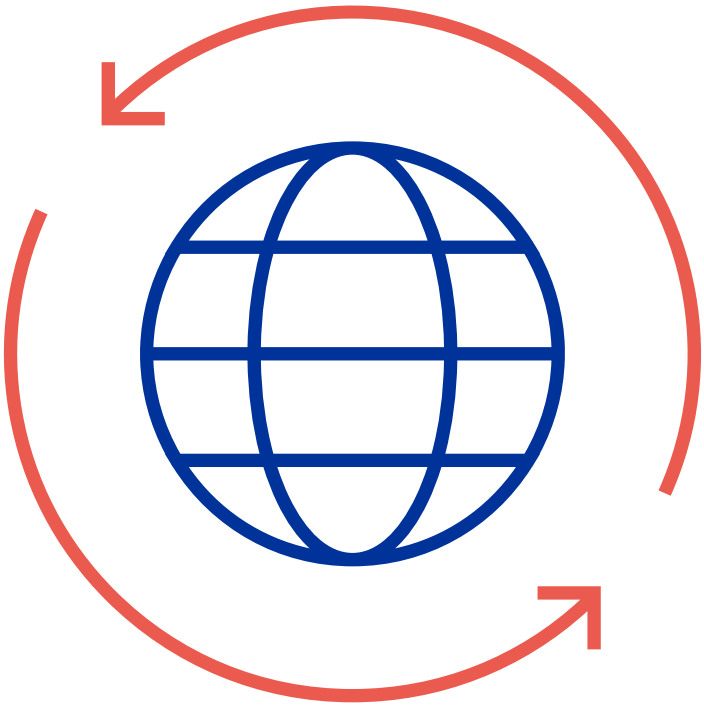
Audit des états financiers consolidés 2023

Union postale universelle (UPU)

CDF-23369

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR

30 AOÛT 2024



EIDGENÖSSISCHE FINANZKONTROLLE
CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES
CONTROLLO FEDERALE DELLE FINANZE
CONTROLLA FEDERALA DA FINANZAS
SWISS FEDERAL AUDIT OFFICE

TABLE DES MATIÈRES

L'essentiel en bref ..... **§ 1 à 4**

Exécution de l'audit ..... **§ 5 à 19**

Système de contrôle interne ..... **§ 20 à 46**

Principaux résultats de l'audit des états financiers consolidés 2023 ..... **§ 47 à 103**

Liste des écritures complémentaires ..... **§ 104 à 109**

Recommandations d'audit ..... **§ 110 à 113**

Conformément à l'article 149 du Règlement général approuvé lors du 27ème Congrès d'Abidjan 2021, le Gouvernement de la Confédération suisse surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité de l'Union postale universelle (UPU). Fort de cette disposition, il a confié cette mission à la plus haute instance de contrôle financier public du pays, à savoir le Contrôle fédéral des finances (CDF) qui exerce ainsi le mandat de Vérificateur extérieur des comptes de l'UPU.

Le mandat est défini à l'article 37 du Règlement financier, ainsi que par le Mandat additionnel pour la vérification extérieure des comptes annexé à ce Règlement. Les membres du CDF en charge de ce mandat remplissent leur fonction de manière autonome et indépendante, avec le soutien de leurs collaborateurs.

Le CDF fournit les prestations relatives à l'audit externe de l'UPU d'une manière complètement indépendante de son rôle d'organe suprême de surveillance financière de la Confédération suisse. Le CDF a une équipe de professionnels hautement qualifiés et possédant une large expérience des audits dans les organisations internationales.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Eric-Serge Jeannet, Vice-directeur, Tel. +41 58 463 10 39, eric-serge.jeannet@efk.admin.ch.
Didier Monnot, Chef de projet pour les coopérations extérieures, Tel. +41 58 463 10 48, didier.monnot@efk.admin.ch.

PRIORITÉS DES RECOMMANDATIONS

Le Contrôle fédéral des finances priorise ses recommandations sur la base de risques définis : 1 = élevés, 2 = moyens, 3 = faibles.
Sont par exemple considérés comme risques, les projets non rentables, les infractions à la légalité ou à la régularité, les cas de responsabilité ou les atteintes à la réputation. Les effets et la probabilité de survenance sont ainsi évalués. Cette appréciation se fonde sur l'objet concret de l'audit (relatif) et non sur la pertinence pour l'institution internationale dans son ensemble (absolu).

Audit des états financiers consolidés 2023

Union postale universelle (UPU)

L'ESSENTIEL EN BREF

Opinion d'audit sans réserve

1. Les états financiers consolidés 2023 de l'UPU ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Le CDF est en mesure de délivrer une opinion d'audit sans réserve.

La gestion des changements informatiques reste inefficace

2. Depuis l'exercice 2021, les preuves de contrôles au niveau de la gestion des changements informatiques ne sont pas disponibles. Les tests ainsi que les autorisations de mise en production ne sont pas systématiquement ou pas du tout documentés. Leur existence ne peut être validée. L'efficacité des contrôles internes ne peut pas non plus être confirmée.

Le processus d'établissement des états financiers consolidés ainsi que le système de contrôle interne doivent être renforcés

3. Alors que le CDF avait constaté l'an dernier une amélioration dans la préparation des états financiers consolidés et le contrôle interne, le CDF constate des déficiences en 2023. Le processus et le système de contrôle interne n'ont pas permis au Bureau international de présenter durant l'audit des états financiers consolidés exempts d'anomalie significative et conformes aux normes IPSAS, notamment suite à l'introduction d'IPSAS 41 *Instruments financiers* au 1er janvier 2023. Une amélioration dans ce domaine est impérative. L'introduction de nouvelles normes IPSAS dans les prochaines années et leur complexification requièrent des processus et un système de contrôle interne performants.

4. Afin de renforcer la qualité des états financiers, le CDF recommande à l'organisation d'automatiser l'identification et l'élimination des transactions inter compagnies, mais aussi de tenir des comptabilités individuelles en adéquation avec les états financiers. En évitant les procédures manuelles, le risque d'erreur serait réduit. L'efficacité et l'efficience du processus en seraient améliorées.

EXÉCUTION DE L'AUDIT

Objectifs et périmètre d'audit

5. L'objectif de l'audit financier est d'exprimer une opinion sur les états financiers consolidés de l'Union postale universelle (UPU), sur la base des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

6. L'exercice financier 2023 a été régi par les dispositions pertinentes de la Constitution, du Règlement général (Abidjan 2021), par les prescriptions du Règlement financier et des Règles de gestion financière, d'organisation comptable et de contrôle de l'Union, ainsi que par les IPSAS.

7. Les états financiers consolidés sont composés de l'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets, l'état des flux de trésorerie, l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels, ainsi que des notes jointes aux états financiers consolidés.

8. L'audit a été effectué selon les Normes internationales d'audit (Normes ISA), ainsi qu'en respect du mandat additionnel faisant partie intégrante du Règlement financier de l'UPU. Ces normes exigent de planifier et de réaliser l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'anomalies significatives.

9. Les comptes de l'exercice 2023 de la Caisse de prévoyance de l'UPU ont fait l'objet d'un rapport de vérification et d'une correspondance séparés. Il en va de même pour les comptes des trois services de traduction (anglais, arabe et portugais), étant donné qu'ils ne sont pas consolidés.

Domaines clés de l'audit

10. Le CDF a procédé à une évaluation des risques aux fins de l'audit. Sur la base de cette analyse, il a identifié les risques principaux, les domaines clés à auditer, ainsi que l'approche d'audit.

11. Les normes d'audit internationales précisent le rôle que doit assumer l'auditeur par rapport au risque d'anomalies potentielles dans les états financiers pouvant résulter de fraudes ou d'erreurs (ISA 240). Par conséquent, le Vérificateur extérieur a effectué des procédures particulières dans ce domaine. Le tableau suivant indique les risques potentiels d'anomalies dans les états financiers. Les résultats des procédures d'audit effectués sont mentionnés aux chapitres indiqués.

#	Description des risques potentiels d'anomalies	Résultats de l'audit
1	*Contournement des contrôles par la Direction* La Direction peut invalider ou passer outre les contrôles, les exigences ou les directives (risque significatif).	§ 50-51
2	*Continuité d'exploitation* Il existe un doute important sur la continuité d'exploitation de l'UPU. Les hypothèses de continuité d'exploitation ne sont plus remplies.	§ 57-68
3	*Reconnaissance des revenus et évaluation des créances* Les ventes et les contributions volontaires sont surévaluées, fictives ou mal délimitées périodiquement. Le recouvrement des créances douteuses n'est pas suffisant. Les besoins en provisions ou en dépréciations ne sont pas suffisamment pris en considération.	§ 53-55 ; 70-73 ; 77-83 ; 91-94

4	*Placements* L'évaluation des placements comporte des erreurs significatives.	§ 69
5	*Prestations au personnel* Les engagements envers le personnel ne sont pas correctement comptabilisés. Les hypothèses prises par la Direction dans l'évaluation des engagements pour les prestations au personnel ne sont pas raisonnables ou suffisantes.	§ 87-90
6	*Dépenses de personnel* Les dépenses de personnel sont erronées, incomplètes et/ou mal délimitées.	§ 99-100

Communication avec la Direction et les organes dirigeants durant l'audit

12. Durant la phase de préparation de l'audit, le CDF s'est entretenu avec M. J.-A. Ducrest, Directeur des finances, M. O. Dreier, Coordonnateur Comptabilité, budget et trésorerie ainsi qu'avec Mme X. Fu, Coordinatrice gouvernance et contrôle interne.

13. Au cours des travaux d'audit, le CDF s'est entretenu avec la Direction générale, M. O. Boussard, Directeur de l'administration et du cabinet, M. J.-A. Ducrest, M. O. Dreier, d'autres collaborateurs de la Direction des finances (DFI), ainsi qu'avec des collaborateurs d'autres Directions de l'organisation en fonction des thèmes traités.

14. Le résultat de l'audit effectué a été communiqué à la Direction de l'administration et du cabinet et à la DFI lors des entretiens des 14 décembre 2023 et 25 juin 2024 en présence de M. M. Köhli, responsable de centre de compétences, et Mme V. Bugnon, responsable de révision. La discussion finale s'est tenue le 2 juillet 2024 en présence de MM. M. Metoki, Directeur général, M. Osvald, Vice-directeur général (VDG), A. Miyaji, Conseiller supérieur spécial, O. Boussard, Directeur de l'administration et du cabinet, J.-A. Ducrest, Directeur des finances, et O. Dreier, Coordonnateur Comptabilité, budget et trésorerie, ainsi que de Mme X. Fu, Coordinatrice gouvernance et contrôle interne. Le CDF était représenté par M. D. Monnot, chef de projet pour les coopérations extérieures et Mme V. Bugnon, responsable de révision.

15. Par ailleurs, le CDF renonce à reproduire dans ce rapport les points et questions d'importance mineure qui ont été clarifiés et discutés au cours des travaux ou communiqués lors des entretiens précités avec la DFI.

16. Le CDF tient à souligner la bonne collaboration qui a prévalu durant l'exécution de cet audit. Il exprime également ses remerciements pour l'obligeance avec laquelle les renseignements et les documents ont été donnés par tous les fonctionnaires de l'UPU qui ont été sollicités.

17. La langue originale de rédaction du présent rapport est le français et le CDF rappelle que c'est la version écrite dans cette langue qui fait foi.

Examen des travaux de l'auditeur interne

18. Lors des audits intermédiaire et final, le CDF a procédé à un examen des travaux de l'auditeur interne. La fonction d'audit interne est externalisée depuis 2011.

19. Les rapports[1] de l'auditeur interne qui ont fait l'objet d'une revue contiennent des observations qui nécessitent la mise en œuvre de mesures de la part de l'UPU. Ils n'ont pas eu d'impact significatif direct sur les travaux du CDF.

[1] Les rapports examinés sont les suivants :
- Rapport 01.2023: Risk assessment & audit planning
- Rapport 02.2023: Long-term impact of the home office implementation
- Rapport 03.2023: Annual internal audit activity reporting 2023
- Rapport 04.2023: Follow-up of recommendations

SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

20. Chaque année, le CDF prend connaissance des contrôles au niveau de l'organisation et des contrôles généraux informatiques. Il examine pour chaque exercice le processus de bouclement et d'établissement des états financiers consolidés.

Contrôles au niveau de l'organisation

21. L'Union dispose d'un manuel du SCI. Celui-ci indique les objectifs du SCI et décrit les composantes du SCI en application à l'organisation. Les rôles et responsabilités y sont également intégrés.

Environnement de contrôle

22. Selon le manuel SCI, afin d'avoir un environnement de contrôle performant, l'UPU s'engage en matière d'éthique et d'intégrité, établit des structures, des autorités et des responsabilités, et assure la compétence et la responsabilisation des collaborateurs.

23. Lors de son audit sur les comptes annuels 2022, le CDF relevait que l'indépendance en apparence de la Direction des affaires juridiques (DAJ) n'était plus assurée. Le Bureau international a pris les mesures pour repositionner la DAJ dans l'organisation de façon à la rendre indépendante en apparence. Depuis début 2024, la DAJ est rattachée à la Direction générale en tant que direction distincte des autres directions opérationnelles et de support.

Evaluation des risques

24. L'UPU effectuait tous les trois ans une analyse et une évaluation des risques stratégiques de l'organisation. L'Union a réalisé cet exercice pour la première fois en 2014, puis l'a réitéré en 2017 et en 2021. A chaque fois, l'audit interne a soutenu l'UPU en lui apportant une méthode et en consolidant les résultats.

25. Dans son rapport du 28 juin 2021, le CDF avait émis la recommandation d'audit no 1 demandant à l'UPU d'effectuer une analyse des risques stratégiques au moins annuellement de manière "top-down". En 2022, la direction générale de l'UPU a décidé de réaliser l'évaluation des risques stratégiques tous les deux ans (et non pas tous les ans) conformément au cycle stratégique (cycle du Congrès et examen à mi-terme de la mise en œuvre de la stratégie). Le Bureau international a procédé à une nouvelle évaluation des risques stratégiques entre la fin 2023 et le début 2024.

APPRÉCIATION DU CDF

La recommandation d'audit no 1 du rapport du 28 juin 2021 (No 20339) est mise en œuvre.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La tâche a été exécutée en interne ; et aussi avec nos partenaires externes.

Activités de contrôle

26. L'Union a mis en place plusieurs matrices de risques et contrôles par direction. Le manuel SCI donne les informations quant à la définition des contrôles et à la mesure de leur efficacité. Lors de ses précédents audits, le CDF a communiqué au Bureau international plusieurs constatations et points d'amélioration quant à la documentation relative aux activités de contrôle.

27. Suite à la recommandation no 2 formulée dans le rapport du 31 août 2022 (No 21481), le Bureau international a effectué une revue des processus et matrices de risques et contrôles. L'UPU a notamment mis à jour les descriptions de contrôle, les preuves de contrôle et leur fréquence. L'établissement de ces matrices ne repose pas sur des processus transversaux, mais sur les responsabilités de chaque direction pour plusieurs processus financiers (en silo). Le Bureau international a démarré début 2024 une analyse transversale de certains processus afin d'établir des diagrammes de flux et d'ajuster les matrices de risques et contrôle.

APPRÉCIATION DU CDF

Les matrices de risques et contrôles telles qu'établies à mi-décembre 2022 ne remplissent pas encore les objectifs d'un SCI efficace et efficient. La documentation du contrôle interne par direction rend difficile la vue d'ensemble d'un processus opérationnel financier transversal. Même si le Bureau international a initié une analyse de processus, le CDF estime que cette analyse reste désagrégée par direction, ne couvre pas des processus transversaux et ne s'est pas non plus concentrée sur des processus à incidence financière. La recommandation no 2 du rapport du 31 août 2022 (No 21481) reste en cours d'implémentation.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le modèle utilisé de matrice des risques est le même que celui développé depuis l'introduction du SCI au sein de l'UPU, bien qu'il ait été régulièrement amélioré grâce à la mise en œuvre des recommandations et suggestions des auditeurs au fil des ans.

Nous comprenons que les matrices axées sur les directions ne permettent pas une meilleure visibilité des processus transversaux. Bien qu'une refonte complète des matrices puisse prendre un certain temps, nous allons développer de nouvelles matrices de risques prenant en considération l'analyse de certains processus afin d'avoir une matrice par processus transversal au lieu d'une matrice par direction, offrant ainsi une vue d'ensemble claire des processus transversaux, des risques qui y sont associés et des mesures de contrôle en cours de mise en œuvre.

Surveillance des contrôles

28. Le CDF a identifié trois contrôles clés définis dans le manuel SCI concernant la surveillance du SCI exercée par le Bureau international.

29. Tout d'abord, la planification des évaluations à réaliser sur le système de contrôle interne (pratique 16 du manuel SCI) intègre la mise à jour de l'inventaire et l'analyse des processus et des risques. La Coordinatrice gouvernance et contrôle interne lance annuellement cette mise à jour via la boucle de surveillance et le questionnaire d'auto-évaluation des risques et contrôles par chaque direction. Les évaluations par chaque direction des risques et des contrôles internes sont consolidées et rapportée à la direction générale.

30. Ensuite, le manuel SCI prévoit des évaluations à réaliser sur le système, telles que l'examen de la documentation relative au système, des auditions, des observations, des vérifications et/ou des tests de cheminement (pratiques 17 et 18 du manuel SCI). Une surveillance telle que définie par les pratiques 17 et 18 du manuel SCI n'est pas intégralement en place.

31. Finalement, les pratiques 19 et 20 du manuel SCI conçoivent des rapports sur l'état du système de contrôle interne. Les résultats de l'auto-évaluation des risques et contrôles sont présentés aux directions du Bureau international et à la direction générale. Le comité consultatif de surveillance établit un rapport annuel sur l'état du système de contrôle interne à l'attention du conseil d'administration.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF estime que la surveillance sur le système de contrôle interne exercée par la Coordinatrice gouvernance et contrôle interne tend plutôt vers un travail de coordination et de consolidation des résultats du système de contrôle interne. Le CDF encourage l'UPU à renforcer l'implémentation des pratiques 17 et 18 en parallèle de la revue des matrices de risques et contrôles.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Suite aux remarques formulées par le CDF depuis la discussion finale en 2021, le questionnaire annuel du SCI destiné aux Directions du Bureau international de l'UPU a été mis à jour pour inclure une question portant sur les évaluations à effectuer sur le système, telles que définies dans les pratiques 17 et 18 du manuel SCI. Le Bureau international s'efforcera de mettre en œuvre les pratiques 17 et 18 parallèlement à l'examen des matrices de risques et de contrôle.

Contrôles généraux informatiques

32. Lors de l'audit intermédiaire réalisé fin 2023, le CDF a procédé à l'audit des contrôles informatiques généraux. L'Entreprise Resource Planning (ERP) concerné par ces contrôles est le système Dynamics NAV (Navision). Il s'agit du système principal utilisé pour soutenir les processus financiers. Les contrôles généraux informatiques couvrent, du point de vue du SCI financier, les domaines suivants :

- La gestion des changements
- Les droits d'accès et la sécurité de l'information
- Les opérations informatiques

Gestion des changements

33. Les contrôles au niveau de la gestion des changements doivent fournir une assurance raisonnable que les changements apportés aux ressources informatiques existantes sont enregistrés, autorisés, testés, approuvés et documentés.

34. Lors des procédures d'audit, les preuves indiquant quel utilisateur a développé le changement et quel utilisateur l'a mis en œuvre dans l'environnement productif n'étaient pas disponibles. Les tests ne sont pas systématiquement documentés (par exemple plans de test, résultats des tests). Les autorisations de mise en production ne sont pas nécessairement documentées.

APPRÉCIATION DU CDF

Sans documentation, l'efficacité de la gestion des changements n'est pas assurée et ne peut pas être validée. La recommandation no 3 du 31 août 2022 (No 21481) n'est pas mise en œuvre.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Bureau international est d'accord avec cette évaluation. Toutes les modifications sont désormais suivies dans le système de billetterie informatique du Bureau international.

Une formalisation plus poussée des procédures de gestion du changement sera mise en œuvre suite à la mise à niveau de la plate-forme ERP.

Droits d'accès et sécurité de l'information

35. Les contrôles au niveau des droits d'accès et de la sécurité de l'information doivent fournir une assurance raisonnable que l'accès aux fichiers de données et aux programmes est restreint aux personnes autorisées. Le CDF a inventorié six contrôles clés dans ce domaine.

36. Suite à la recommandation d'audit de 2021 concernant la sécurité des mots de passe, le Bureau international a revu sa politique par rapport aux meilleures pratiques de l'Institut national des normes et de la technologie (National Institut of Standards and Technology, NIST). La recommandation relative à l'expiration des mots de passe n'en fait plus partie. Le CDF constate toutefois que l'authentification multifactorielle, telle que recommandée par ces meilleures pratiques, n'a pas été mise en œuvre par le Bureau international.

APPRÉCIATION DU CDF

La recommandation d'audit no 4 du 31 août 2022 (No 21481) n'est pas intégralement implémentée.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Bureau international est d'accord avec cette évaluation.

La mise en place de la méthode d'authentification MFA sera complétée par la mise en œuvre de la politique et du cadre de sécurité de l'information approuvés par le Bureau international.

Date de mise en œuvre prévue : juillet 2025, Direction du Centre de technologies postales (DCTP).

37. Dans son rapport d'audit du 31 août 2023 (No 22365), le CDF avait identifié huit utilisateurs, principalement du service financier, disposant d'une autorisation leur permettant de modifier toutes les données et sept autres utilisateurs disposant d'une autorisation leur permettant de modifier toutes les données et tous les objets de l'application. Parmi ces sept super utilisateurs se trouvaient deux utilisateurs externes.

38. En 2023, le CDF fait la même observation. 6 utilisateurs disposent encore d'une autorisation leur permettant de modifier toutes les données et sept autres utilisateurs disposent d'une autorisation leur permettant de modifier toutes les données et tous les objets de l'application.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF estime qu'il y a trop de super utilisateurs. Les utilisateurs critiques doivent être étroitement surveillés. Chaque personne ne doit avoir qu'un seul compte. Il faut soit éviter que les utilisateurs externes aient les droits d'accès les plus élevés, soit ils doivent faire l'objet d'une surveillance étroite et traçable.

La recommandation d'audit no 3 du 31 août 2023 (No 22365) n'est que très partiellement implémentée.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La Direction des finances (DFI) a examiné et approuvé les 13 comptes d'utilisateurs lors de l'audit de 2023. Les consultants externes bénéficient d'un accès temporaire uniquement pour des modifications préapprouvées.

Un examen annuel des utilisateurs sera effectué en coordination avec la DFI.

39. En 2022, le CDF notait que des utilisateurs impersonnels avec des droits d'administrateur système existaient dans la base de données productive de Navision. De plus, un utilisateur de la DFI existait dans la base de données Navision. Le CDF avait également identifié 44 utilisateurs au niveau du système d'exploitation sur le serveur de la base de données Navision.

40. En 2023, le Bureau international a réduit le nombre d'utilisateurs au niveau du système d'exploitation sur le serveur de la base de données Navision à 24. L'UPU n'a cependant mis en place aucune revue périodique de ces utilisateurs.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF estime qu'une revue périodique des utilisateurs est nécessaire puisqu'ils disposent d'accès étendus entraînant un risque inhérent élevé. La recommandation d'audit no 4 du 31 août 2023 (No 22365) n'est que partiellement implémentée.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Bureau international est d'accord avec cette évaluation. Une revue annuelle des utilisateurs a été effectuée en novembre 2023. Le prochain exercice sera mené en coordination avec la DFI à la fin de l'année.

Opérations informatiques

41. Les contrôles concernant les opérations informatiques doivent fournir une assurance raisonnable que les incidents du système sont enregistrés, analysés et résolus et que les sauvegardes sont en place.

42. En ce qui concerne la surveillance de l'exécution du programme de travail, le CDF a constaté que les paramètres de la file d'attente des travaux (« job queue parameters ») ne permettent pas d'observer les entrées du journal des travaux sur plus de 30 à 60 jours. Néanmoins, les erreurs sont systématiquement enregistrées même si elles se sont produites sur plus de 60 à 90 jours. Le CDF relève que le redémarrage du système a permis de résoudre deux incidents. Cependant, aucune preuve formelle n'a été fournie au CDF.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF est d'avis que, sans évidence, la résolution des erreurs ne peut être confirmée.

RECOMMANDATION 1 — PRIORITÉ 2

Le CDF recommande d'extraire mensuellement les entrées du journal des travaux (« jobs log entries for restore »). Si une action est nécessaire pour résoudre un incident, le CDF recommande de formaliser la résolution.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La recommandation est acceptée.

La mise en œuvre complète sera achevée après la mise à niveau de la plate-forme de planification des ressources de l'entreprise (ERP Navision).

Date de mise en œuvre prévue : juin 2026, DCTP/DFI.

Processus de bouclement, de consolidation et d'établissement des états financiers consolidés

43. La comptabilité ainsi que la préparation des états financiers consolidés reposent notamment sur un manuel comptable. La dernière mise à jour du manuel comptable remonte à 2019. Les nouvelles normes IPSAS, en particulier la norme IPSAS 41 *Instruments financiers*, n'y sont pas intégrées.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF considère tout manuel comptable comme une base de référence à la comptabilité et à l'établissement des états financiers. Sans émettre de recommandation, le CDF s'attend à ce que l'UPU mette à jour son manuel conformément aux nouvelles normes IPSAS en vigueur.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Une mise à jour du manuel comptable sera effectuée afin d'intégrer les nouvelles normes IPSAS, en particulier la norme IPSAS 41.

Date de mise en œuvre prévue : décembre 2025, DFI.

44. Lors de la consolidation des différentes comptabilités, les transactions inter compagnies sont éliminées. Le CDF constate que ces éliminations ne sont pas automatiquement faites par le module de consolidation dans l'ERP Navision. Les écritures sont préparées manuellement par le Bureau international, puis saisies dans Navision. L'identification des transactions inter compagnies s'effectue sur la base d'extractions des transactions comptables. Pour certaines transactions connues, l'UPU saisit les éliminations inter compagnies sans extraction préalable du système (par exemple les contributions USPS). Selon les informations fournies par l'UPU, la solution automatique est fournie par l'ERP mais n'est pas utilisée.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF estime qu'un processus automatisé réduirait le risque d'erreur et améliorerait l'efficience de la préparation des états financiers consolidés.

RECOMMANDATION 2 — PRIORITÉ 2

Le CDF recommande à l'UPU d'automatiser le processus de consolidation, y compris l'élimination des transactions intersectorielles.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La recommandation est acceptée.

Lors de l'implémentation de Navision, il y a plus de dix ans, le Bureau international avait évalué la possibilité d'automatiser le processus de consolidation. À l'époque, il avait été jugé préférable d'effectuer la consolidation manuellement, au vu du peu d'écritures d'élimination. Cette position est réévaluée périodiquement et le constat est resté le même. Au cours de 2025, l'UPU effectuera une migration majeure du système ERP Navision. Avec cette nouvelle version, l'automatisation sera alors mise en place, avec l'élimination des transactions intersectorielles.

Date de mise en œuvre prévue : juin 2026, DFI.

45. Le CDF relève également que le « mapping » de certains comptes ou certaines positions diffère entre les balances individuelles, le fichier de consolidation et les états financiers. A titre d'exemple, certains comptes sont présentés en fonds propres au niveau de la balance individuelle de l'entité, alors qu'ils sont classés en fonds de tiers en consolidation et dans les états financiers.

APPRÉCIATION DU CDF

Une classification des comptes selon la rubrique des états financiers directement au niveau des balances individuelles amènerait de la clarté et de la transparence dans le processus de préparation des états financiers consolidés. Ceci permettrait aussi de réduire les activités manuelles lors de l'établissement des états financiers, d'offrir un potentiel d'automatisation amélioré, de réduire le risque d'erreur, d'assurer une comparabilité des positions entre les différents exercices et d'augmenter la compréhension des comptabilités en interne.

RECOMMANDATION 3 — PRIORITÉ 2

Le CDF recommande à l'UPU de tenir des comptabilités individuelles telles que présentées dans les états financiers consolidés. En d'autres termes, il s'agit d'adapter le « mapping » des comptes et des rubriques des états financiers afin d'avoir un alignement total entre les balances individuelles, le fichier de consolidation et les états financiers consolidés.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La recommandation est acceptée.

Comme déjà indiqué, l'UPU va procéder à une migration majeure de son système ERP Navision. Durant cet exercice, la cartographie des comptes et rubriques des états financiers sera homogénéisée entre les comptabilités et sera mise en place afin d'optimiser le processus de consolidation.

Date de mise en œuvre prévue : juin 2026, DFI.

46. Concernant l'établissement des états financiers, le CDF constate que la première version des états financiers consolidée 2023 n'était pas encore intégralement finalisée au début de l'audit. La direction des finances a communiqué au CDF les différentes sections en suspens. Cette version initiale a été signée par le Coordonnateur Comptabilité, budget et trésorerie et le Directeur des finances. Ceci signifie que l'UPU a effectué les contrôles internes nécessaires sur les états financiers, y compris une revue qualité globale de ceux-ci. Sur cette version, le CDF a constaté plusieurs anomalies (cf. par. 55, 106-108). La deuxième version des états financiers consolidés préparée par l'UPU a également été signée par ces deux personnes responsables. Dans cette version, l'état de la situation financière n'était plus équilibré. Les actifs nets présentaient une différence de 45 553 francs suisses par rapport au total des actifs et passifs. L'état des variations des actifs nets n'était toujours pas présenté correctement. D'autres corrections ont été requises par le CDF (cf. par. 106-108).

APPRÉCIATION DU CDF

Sur la base des nombreuses constatations faites durant l'audit, le CDF estime que la qualité des états financiers consolidés 2023 n'est pas satisfaisante. Lors de l'établissement des états financiers consolidés, les exigences des normes IPSAS devraient être mieux consultées en cas d'incompréhension ou de nouveautés. Le système de contrôle interne relatif à l'établissement des états financiers consolidés, en particulier la revue qualité de ces derniers, n'est pas suffisant et ainsi pas efficace. Il ne permet pas au Bureau international de présenter des états financiers consolidés exempts d'anomalie significative et conformément aux normes IPSAS.

RECOMMANDATION 4 — PRIORITÉ 1

Le CDF recommande à l'UPU d'améliorer son processus d'établissement des états financiers consolidés et son système de contrôle interne afin de s'assurer que ceux-ci soient préparés conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et qu'ils soient exempts d'erreur significative.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La recommandation est acceptée.

La très grande complexité de la mise en œuvre de la nouvelle norme IPSAS 41, ainsi que les difficultés liées au manque de ressources humaines au sein du Bureau international, a mis beaucoup de pression sur le processus d'élaboration des états financiers consolidés et sur le SCI. Un temps plus important ainsi que de nouvelles ressources nécessaires seront dédiées afin de répondre pleinement aux exigences dans le cadre de l'établissement des états financiers pour le prochain exercice. Enfin, il convient de noter que les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de cette nouvelle norme IPSAS 41 n'ont eu aucun impact sur l'intégrité des données financières, mais uniquement sur leur présentation.

Date de mise en œuvre prévue : décembre 2025, DFI.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 2023

47. Les vérifications exécutées ont porté sur les états financiers consolidés 2023 de l'UPU (version française). Ceux-ci sont composés de l'état de la situation financière (état financier I), de l'état de la performance financière (état financier II), de l'état des variations des actifs nets (état financier III), de l'état des flux de trésorerie (état financier IV) et de l'état comparatif des montants budgétaires et des montants réels (état financier V), ainsi que des notes jointes aux états financiers. Ces états financiers consolidés sont présentés selon les normes IPSAS.

48. Le CDF conclut que les états financiers consolidés 2023 de l'UPU ont été établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS). Il est en mesure de délivrer une opinion d'audit sans réserve.

49. En plus de ce que le CDF relève dans le chapitre consacré au SCI, le CDF a identifié d'autres points d'amélioration. Les constatations et recommandations sont présentées dans les paragraphes suivants.

Analyse des données comptables

50. Pour effectuer la vérification des états financiers consolidés, le CDF a effectué des procédures analytiques et des tests de détail. Comme les années précédentes, le CDF a procédé à une analyse JET (Journal Entries Testing).

51. L'analyse réalisée a porté sur toutes les comptabilités individuelles de l'UPU. Les résultats obtenus ont été traités par le CDF et les travaux complémentaires effectués n'ont pas révélé de problème particulier.

Mise en œuvre et conformité aux normes IPSAS

52. Au 1er janvier 2023 sont entrées en vigueur deux nouvelles normes IPSAS : IPSAS 41 *Instruments financiers* et IPSAS 42 *Avantages sociaux*.

53. Alors que la norme IPSAS 42 *Avantages sociaux* n'a aucune incidence sur les états financiers de l'UPU puisqu'aucun avantage social de ce type n'est applicable, la norme IPSAS 41 *Instruments financiers* a abouti à une réévaluation négative des comptes débiteurs de 3,6 millions de francs suisses.

54. Afin d'introduire IPSAS 41 *Instruments financiers*, l'UPU a revu ses méthodes comptables relatives à l'évaluation des créances. Le modèle de perte de crédit attendue sur la durée de vie a été mis en œuvre (cf. par. 71-72). La perte de crédit attendue sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements est considérée comme négligeable.

55. Le CDF relève que le Bureau international n'a pas comptabilisé et présenté correctement le changement de méthode comptable suite à l'introduction d'IPSAS 41 dans ses états financiers consolidés. Alors qu'un retraitement des chiffres comparatifs n'était pas nécessaire, l'UPU les a tout de même retraités (cf. par. 106-107). En parallèle, l'effet a été présenté dans l'état de la performance financière 2023. L'état des variations des actifs nets présentait incorrectement cet effet de changement de méthode comptable au 1er janvier 2023 (cf. par. 101, 106-107). De plus, les informations requises par IPSAS 30 *Instruments financiers : Informations à fournir* suite à la première application d'IPSAS 41 n'étaient pas intégralement fournies. La description des méthodes comptables ainsi que les terminologies n'ont pas non plus été adaptées. Le tableau de mouvement des provisions pour pertes de crédit attendues en note 4 des états financiers présentait incorrectement la réévaluation au 1er janvier 2023 (cf. par. 107-108). Par conséquent, le CDF a requis d'importants changements et ajouts dans les états financiers consolidés.

56. L'IPSAS Board a publié sept nouvelles normes qui entreront en vigueur après le 31 décembre 2023 :

- IPSAS 43, Contrats de location (entrée en vigueur le 1er janvier 2025)
- IPSAS 44, Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (entrée en vigueur le 1er janvier 2025)
- IPSAS 45, Immobilisations corporelles (entrée en vigueur le 1er janvier 2025)
- IPSAS 46, Evaluation (entrée en vigueur le 1er janvier 2025)
- IPSAS 47, Produits (entrée en vigueur le 1er janvier 2026)
- IPSAS 48, Charges de transfert (entrée en vigueur le 1er janvier 2026)
- IPSAS 49, Régime de retraite (entrée en vigueur le 1er janvier 2026)

APPRÉCIATION DU CDF

L'UPU devra prendre connaissance de ces nouvelles normes afin d'évaluer leur impact sur les états financiers de l'organisation et d'entamer les préparations quant à leur implémentation.

Dans la norme IPSAS 45 *Immobilisations corporelles*, les biens patrimoniaux ne sont plus exclus du champ d'application de la norme. L'introduction de cette nouvelle norme pourrait avoir des répercussions sur la reconnaissance et l'évaluation des biens patrimoniaux, telle que la collection de timbres.

D'autre part, IPSAS 47 *Produits* redéfinit les principes comptables de reconnaissance du revenu. Les impacts de cette nouvelle norme pourraient être significatifs pour l'UPU quant à la reconnaissance des différentes catégories de revenus de l'organisation, telles que les contributions statutaires, les autres contributions annuelles, les contributions volontaires et les ventes.

Finalement, IPSAS 48 *Charges de transfert* pourrait avoir un impact significatif sur la comptabilisation des charges de l'organisation, en particulier les dépenses de projets.

Le CDF encourage l'UPU à suivre les travaux de la « UN Task Force » au sujet de ces nouvelles normes et à anticiper leur mise en œuvre.

Selon le CDF, IPSAS 49 *Régime de retraite* n'est pas applicable aux états financiers de la Caisse de prévoyance de l'UPU. Etant une fondation de droit suisse, celle-ci qui doit suivre les normes et la loi suisses pour les caisses de pension.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Bureau international suivra les travaux de la "UN Task force" et va se renforcer par l'apport d'un partenaire externe afin de pouvoir mieux anticiper les nouvelles normes IPSAS qui entreront en vigueur. Au vu de la petite équipe qui œuvre à l'UPU, les nouvelles normes IPSAS resteront un défi permanent pour l'organisation.

Continuité d'exploitation

57. Selon l'hypothèse de continuité de l'exploitation, une organisation est présumée poursuivre son activité dans un avenir prévisible. Les états financiers sont établis sur la base de cette hypothèse.

58. Le niveau des liquidités et des placements courants est un indicateur important pour l'analyse de la continuité d'exploitation de l'UPU. Les états financiers consolidés de l'UPU indiquent une tendance à la baisse de la trésorerie de 2020 à 2023. En raison de la politique financière du Bureau international, il est nécessaire de tenir compte des placements courants pour l'analyse de la situation financière de l'organisation.

En tenant compte des placements courants, l'organisation était en mesure d'honorer ses passifs courants au 31.12.2023. A cette date, la trésorerie et les placements atteignent un niveau particulièrement élevé en raison de la classification à court terme des obligations détenues par le FAQS d'une valeur de 71 227 088 francs suisses dont leur échéance est en 2024. Par ailleurs, les liquidités librement disponibles pour l'Union, qui enregistrent une hausse ces dernières années, permettent de couvrir ses passifs courants.

	2023	2022	2021	2020	2019
Trésorerie et équivalents	34'667'167	33'558'447	47'511'785	60'075'614	42'461'675
Placements courants	124'945'588	68'537'321	87'770'689	56'465'725	50'229'628
Total	**159'612'755**	**102'097'790**	**135'284'495**	**116'543'359**	**92'693'322**
Passifs courants, hors avances et recettes différées	**22'666'021**	**44'541'937**	**34'054'210**	**30'092'085**	**35'374'410**
Liquidités librement disponibles pour l'UNION	35'325'143	32'025'408	29'346'918	19'428'535	20'945'477
Passifs courants de l'UNION, hors avances et recettes différées	12'740'987	12'733'268	12'896'569	11'700'647	11'479'623

59. La recapitalisation de la Caisse de prévoyance de l'UPU a un impact majeur sur le niveau des liquidités de l'Union. En effet, l'Union a une obligation de garantie vis-à-vis de la Caisse de prévoyance et plusieurs paiements ont été faits ou partiellement effectués ces dernières années dans le but de ramener le taux de couverture de cette entité au niveau minimum visé selon les dispositions de l'acte de fondation de la Caisse.

60. Depuis 2020, l'UPU a versé à la Caisse de prévoyance de l'UPU l'intégralité de la garantie financière annuelle de 3,7 millions de francs suisses. La Caisse de prévoyance de l'UPU a atteint un degré de couverture de 83,4% au 31 décembre 2023. Celui-ci s'est amélioré depuis le 31 décembre 2022 puisqu'il s'élevait à 74,7%. L'exigence de couverture minimale de 85% en 2025 selon l'art. 5bis al. 2 de l'acte de fondation n'est pas encore satisfaite. En effet, le Congrès 2021 a décidé de recapitaliser pleinement l'institution sur une période de 25 ans en deux étapes consécutives afin d'assurer la pérennité de la Caisse de prévoyance de l'UPU :

- jusqu'à un taux de couverture de 85% d'ici à la fin du cycle du Congrès d'Abidjan (2025) ;
- jusqu'à un taux de couverture de 100% d'ici à 2045 au plus tard, sous réserve d'une réévaluation de la situation financière de l'Union et, le cas échéant, du calendrier de recapitalisation.

61. Depuis l'exercice 2023, les services de traduction et les autres entités de l'UPU (CTP, EMS, UPU*Clearing et CRI) participent au financement de la garantie financière annuelle. Le Conseil d'administration réuni en mai 2022 avait accepté le principe de répartition du financement de la garantie annuelle de 3,7 millions de francs suisses entre ces entités et l'UNION. En automne 2022, le Conseil d'administration avait défini les modalités d'applications. Le CDF relève que les contributions annuelles des groupes linguistiques pour les trois services de traduction n'ont pas été augmentées pour intégrer le paiement de leur part de la garantie financière. Dans les faits, l'Union a effectué le paiement total de la garantie et a enregistré en contrepartie une réduction des dettes envers les services de traduction.

62. Selon l'article 29 de la Convention de l'UPU sur l'auto-déclaration des taux, les Etats-Unis, ici USPS, sont tenus de verser des frais à l'Union pour 40 millions de francs suisses sur 5 ans dès 2020. Ces frais sont alloués selon la méthodologie suivante : 16 millions de francs suisses sont alloués à un fonds affecté de l'Union pour la mise en œuvre de projets concernant l'échange de données électroniques préalables et

la sécurité postale, 24 millions de francs sont alloués à un fonds affecté pour financer les engagements à long terme de l'Union.

63. Les 16 millions de francs suisses n'ont aucun impact sur le niveau des liquidités à la libre disposition de l'Union puisqu'ils sont destinés à financer des projets. Le solde de 24 millions de francs suisses est destiné à la recapitalisation de la Caisse de prévoyance de l'UPU. La notification annuelle 2023 de l'opérateur américain définit l'allocation de la tranche payée de 8 millions de francs suisses. 3 530 450 francs suisses sont alloués à l'implémentation de projets. 4 469 550 francs suisses sont destinés au fonds affecté pour financer les engagements à long terme de l'Union. L'Union a directement transféré ce montant à la Caisse de prévoyance. La répartition du paiement annuel de 8 millions de francs suisses est décidée par les Etats-Unis. USPS versera le solde en 2024, estimé à 3 011 480 francs suisses pour la Caisse de prévoyance.

64. Le rapport du vérificateur extérieur de la Caisse de prévoyance de l'UPU sur les états financiers au 31 décembre 2023 mentionne que, même si le degré de couverture est remonté à 83,4 % à fin 2023, la Caisse doit encore recourir à la garantie de l'Union et le plan de recapitalisation doit impérativement être poursuivi pour rétablir durablement la situation financière de la Caisse.

65. Les travaux de rénovation à faire sur le bâtiment constituent un autre élément menaçant les liquidités à la libre disposition de l'Union. Les premières études permettent d'estimer un montant indicatif d'investissement nécessaire de 36,5 millions de francs suisses. L'organisation étant dans l'incapacité d'assumer seule le montant de ces travaux, le Bureau international est en contact avec la FIPOI et le Département fédéral des affaires étrangères dans le but d'obtenir un financement de l'État hôte. Le dépôt d'une demande de prêt nécessite la réalisation d'une estimation des coûts du projet avec une marge d'erreur à plus ou moins 15 %.

66. Le CDF relève que depuis plusieurs années, le recouvrement des créances est difficile. Le montant des créances dues et impayées est très important puisque la provision pour créances douteuses se monte à 41,6 millions de francs suisses à fin 2023. Le CDF rappelle au Bureau international que la question du recouvrement des créances est capitale. Le Congrès 2021 a adopté une modification de l'art. 147 du Règlement général visant à améliorer le recouvrement des créances. Elle est entrée en vigueur au 1er juillet 2022.

67. En 2022, neuf pays membres de l'UNION avaient profité de ces modifications réglementaires. En 2023, le Conseil d'administration a accepté la levée des sanctions de trois autres pays membres. Ceux-ci ont soit payé les cinq dernières années de contributions, soit réglé la moitié de leurs arriérés de dettes. L'Union a encaissé pour ces trois pays durant les dernières années 313 000 francs suisses grâce à ces dispositions. Ce montant reste toutefois marginal comparé au solde brut des débiteurs ouverts de l'Union de 59,4 millions de francs suisses au 31 décembre 2023. Les dettes mises de côté concernant l'Union suite à l'application de ces dispositions s'élèvent à 9,8 millions de francs suisses à fin 2023.

68. La DFI a mis à jour un plan financier à 4 ans avec les 3 scénarios neutre, optimiste et pessimiste au 31 décembre 2023. Ce plan n'indique pas de problème majeur sur le niveau des liquidités de l'UPU avant 2026, année théorique de début du projet de rénovation du bâtiment de l'UPU.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF est d'avis que l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée au 31 décembre 2023. Il n'existe pas d'incertitude significative susceptible de jeter un doute sur la capacité de l'organisation à poursuivre son exploitation.

Néanmoins, le CDF estime que la situation financière de l'UPU doit continuer à être suivie attentivement. Les éventuelles mesures financières complémentaires pour la recapitalisation de la Caisse de prévoyance, ainsi que le financement de la rénovation du bâtiment pourraient avoir un impact significatif sur les

liquidités de l'organisation. Le recouvrement des créances reste un facteur déterminant sur les liquidités de l'organisation et doit continuer à être suivi régulièrement, voire renforcé.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Bureau international a mis en place des instruments de planification de la trésorerie afin de préparer aussi efficacement que possible les réponses aux défis à venir. En toute transparence, elle définit des scénarios afin de mieux anticiper l'évolution des liquidités. Elle cherche également à améliorer l'encaissement des débiteurs, notamment à l'aide de l'équipe spéciale sur les arriérés de contributions sous l'égide du Conseil d'administration (CA).

Placements

69. Le total des placements courants se monte à 124,9 millions de francs suisses à fin 2023. L'intégralité des placements, y compris les obligations détenues par le FAQS de 71,2 millions de francs suisses, sont présentés à court terme en raison de leur échéance.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF n'a pas identifié d'anomalie significative dans l'évaluation des placements, en particulier des obligations. La recommandation d'audit no 6 du rapport du 31 août 2023 (No 22365) a été mise en œuvre.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La mise en place par l'UPU d'un contrôle renforcé sur l'évaluation des placements en 2024 a permis la mise en œuvre de la recommandation émise en 2023.

Comptes débiteurs (opérations avec et sans contrepartie directe)

70. Les créances courantes (opérations avec et sans contrepartie directe) représentent une valeur nette de 39,3 millions de francs suisses (64,9 millions de francs suisses à fin 2022). Au 31 décembre 2023, plus aucune créance non courantes (opérations sans contrepartie directe) est présentée. La diminution des créances non courantes de 8,0 millions de francs suisses s'explique par la poursuite du contrat de financement de la Caisse de prévoyance et de projets spécifiques pour la sécurité postale par l'opérateur américain USPS. La tranche de 8 millions de francs suisses pour l'exercice 2023 a été versée à l'Union. La créance résiduelle de 8 millions de francs suisses est présentée intégralement dans les actifs courants.

71. Lors de son audit, le CDF a procédé à divers examens sur les débiteurs. Le CDF a vérifié en particulier l'application des dispositions du Règlement général concernant les mises sous sanctions des pays membres, ainsi que l'évaluation des créances ouvertes au 31 décembre 2023 conformément à IPSAS 41.

72. Le CDF n'a pas relevé d'anomalie significative quant à l'évaluation des créances conformément à IPSAS 41 au 31 décembre 2023.

73. Le CDF a constaté que le Bureau international a levé les sanctions automatiques pour un état membre en 2023. Le président du conseil d'administration a accepté l'annulation des intérêts de ce pays membre entre les sessions du conseil d'administration conformément à l'article 147.6 du Règlement général. Le

CDF relève que cette approbation est documentée par e-mail avec un fichier attaché modifiable comprenant la demande du pays membre. Elle n'est pas non plus disponible sur l'espace de gestion documentaire de l'UPU. La levée des sanctions automatiques a permis à ce pays d'obtenir l'annulation des intérêts dus. Le CDF a remarqué que le rapport sur les arriérés à la commission 1 du conseil d'administration indique une levée des sanctions conformément aux articles 147.7 à 10 du Règlement général. Les raisons et les références juridiques de la levée des sanctions automatiques diffèrent entre les documents disponibles. L'approbation du président ne concorde ainsi pas complètement avec le rapport sur les arriérés présenté à la commission 1 du conseil d'administration.

APPRÉCIATION DU CDF

Les raisons de la levée des sanctions automatiques ainsi que les références juridiques ont été communiquées de manière incohérente aux représentants du conseil d'administration. Néanmoins, la levée des sanctions automatiques a été communiquée aux pays membres. Le résultat étant le même, le CDF renonce à émettre une recommandation. Néanmoins, le CDF demande au Bureau international de veiller à l'avenir à une documentation formelle et correcte des décisions prises par le conseil et son président. La documentation complète devrait être disponible sur le système de gestion documentaire de l'UPU.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Dans le document qui a été présenté au CA lors de la session S4, il était indiqué qu'un pays avait bénéficié de la levée des sanctions conformément à l'article 147.7 du Règlement général, ayant payé soit les cinq dernières années de contributions obligatoires ou la moitié du montant d'arriérés de dettes encore ouvert. En fait, la levée des sanctions avait été accordée conformément à l'article 147.6, car le pays en question s'était acquitté de l'intégralité du montant de ses dettes arriérées. Il faut en outre préciser que la demande au Président du CA, préalablement soumise au groupe de travail du CA sur les arriérés de contribution, avait été correctement présentée avec mention de l'article 147.6.

Matériel

74. Lors de la préparation du Congrès extraordinaire 2023, l'UPU a acquis du matériel de conférence pour 1,3 million de francs suisses. Le pays hôte du Congrès extraordinaire, l'Arabie Saoudite, a financé cet investissement dans le cadre du budget relatif au Congrès.

75. Le Bureau international a comptabilisé cet investissement au bilan dans la position « Terrains et constructions ». Le CDF a demandé sa reclassification sous la rubrique « Matériel » étant donné que le matériel acquis ne fait pas partie intégrante du bâtiment (cf. par. 106).

76. Le CDF constate que l'acquisition du système de conférence pour le Congrès 2023 à Riyad n'a pas été réalisée sur des bases contractuelles entre le Bureau international et le prestataire de service au moment de la livraison du matériel et de son utilisation. Les négociations pour la signature d'un tel contrat concernant l'acquisition du matériel ont commencé à la suite du Congrès. L'UPU et le fournisseur ont signé le contrat le 24 juin 2024 avec effet rétroactif au 4 juillet 2023. Les négociations relatives à l'installation de fonctionnalités et logiciels sur le système de conférence sont en cours et feront désormais l'objet d'un futur contrat distinct.

APPRÉCIATION DU CDF

Cette situation n'a pas d'impact direct sur les états financiers de l'UPU au 31 décembre 2023. Néanmoins, l'acquisition de matériel sans base juridique ne permet pas à l'organisation de s'assurer des conditions contractuelles, telles que les conditions de maintenance, de garantie et des voies de recours. La situation relève d'un problème de processus et de contrôle interne dans les achats. Le CDF n'émet pas de recommandation spécifique à ce sujet, mais renvoie aux constatations et recommandations faites dans son rapport d'audit des processus d'achats no 23372 du 6 novembre 2023.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Comme indiqué par le CDF, le contrat avec le prestataire a été finalisé après le Congrès extraordinaire de Riyad 2023 et prévoit toutes les exigences légales et les avantages contractuels nécessaires attachés à un tel contrat. Cette situation est principalement le résultat des contraintes en matière de ressources et de la grande complexité de la mise en œuvre du système de conférence hybride pour le Congrès extraordinaire de Riyad dans un délai très court. Le Bureau international est d'accord avec les commentaires du CDF sur ce cas spécifique et exceptionnel. En ce qui concerne le thème plus large des marchés publics, et comme indiqué lors de la session S5 du CA, le Bureau international est pleinement engagé à mettre en œuvre les recommandations du rapport d'audit du CDF sur les procédures d'achats (n° 23372) du 6 novembre 2023.

Recettes différées

77. Les recettes différées présentent un montant de 85,1 millions de francs suisses au passif du bilan à fin 2023 (96,0 millions de francs suisses à fin 2022). Elles sont essentiellement composées des contributions statutaires facturées d'avance et des fonds de tiers affectés.

78. Le CDF a examiné de manière approfondie la classification des fonds de tiers et des fonds propres affectés conformément aux normes IPSAS. Le CDF a identifié deux fonds, le fonds de tiers affecté « Projet .POST » et le fonds de tiers affecté « Marque collective SFP », pour lesquels les conditions de fonds de tiers ne sont pas remplies. Selon IPSAS, ces fonds constituent des fonds propres affectés. Le CDF a communiqué au Bureau international deux ajustements d'audit, incluant le retraitement des chiffres comparatifs (cf. par. 106). L'UPU a pris en compte ces reclassifications dans les états financiers consolidés.

79. Lors de cet examen, le CDF a remarqué qu'il n'existe pas de documentation complète et permanente visant à s'assurer de la correcte classification des fonds existants au bilan. La création de nouveaux fonds n'est pas systématiquement accompagnée de pièces justificatives. Le CDF a également identifié des transferts entre fonds justifiés uniquement par des instructions internes. L'accord de ces transferts par les donateurs externes ou une communication à ces derniers ne sont pas systématiquement établis ou disponibles.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF considère qu'une documentation complète et permanente quant à la nature économique de chaque fonds de tiers et de fonds propre affecté, à leur classification comptable conformément aux IPSAS et à tout transfert de fonds doit être établie et maintenue.

RECOMMANDATION 5 PRIORITÉ 1

Le CDF recommande à la DFI, en collaboration avec les autres directions, de mettre en place une documentation complète et permanente pour chaque fonds de tiers et fonds propre affecté. Cette documentation doit inclure une description du fonds, la nature économique des transactions, la classification comptable du fonds conformément aux IPSAS, le numéro de projet lié à chaque fonds ainsi que les pièces justificatives relatives aux informations et analyses faites par le Bureau international. En cas de transferts de fonds, l'accord du donateur doit être documenté.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La recommandation est acceptée.

Le Bureau international mettra en place l'enregistrement formel de toutes les contributions qu'il reçoit (fonds de tiers ou fonds propres affectés). Cela permettra ainsi de bénéficier d'une documentation appropriée. Cette tâche va nécessiter du temps et des moyens, car elle doit englober la totalité de l'organisation, toutes les Directions. Il faudra aussi tenir compte des recommandations qui pourraient être incluses dans audit de la gouvernance des projets financés par des contributions volontaires.

Date de mise en œuvre prévue : décembre 2026, DFI/Direction des opérations postales (DOP)/Direction des politiques, de la régulation et des marchés (DPRM)/Direction du développement et de la coopération (DCDEV)/ Direction de l'administration et du Cabinet (DACAB)

80. A fin 2022, l'UPU a revu les schémas comptables des contributions et des projets du FAQS dans le but de les simplifier et de rendre le processus plus efficient. Le CDF a revu les propositions de modifications et a fait part de ses commentaires à la DFI. Le Bureau international a appliqué ces nouveaux schémas comptables à partir du 1er janvier 2023.

81. Lors de l'audit 2022, le CDF a noté que pour les projets GMS (Global Monitoring System) la DFI comptabilise les avances théoriques en charges et non les dépenses effectives réelles. Selon les normes IPSAS, ces avances ne doivent pas être comptabilisées en charges. Seules les charges effectives doivent être enregistrées dans le compte de résultats au moment de leur survenance. Il en est de même pour le revenu respectif. Le CDF a analysé les impacts de ce schéma comptable sur les états financiers en comparant les écritures avec celles qui auraient dû être comptabilisées conformément aux IPSAS. Le CDF constate que le montant des recettes différées est correct dans les deux scénarios. Néanmoins, la reconnaissance du revenu et des charges n'intervient pas sur la même année entre les deux méthodes lorsqu'un projet dure plus d'un an. Jusqu'au 31 décembre 2022, les charges et revenus étaient ainsi soit sous-évalués, soit surévalués selon les années et l'avancement du projet. Le revenu étant reconnu à la même hauteur que les charges, le résultat net est toujours nul.

82. Avec l'introduction en 2023 des nouveaux schémas comptables, l'UPU a procédé à la correction des charges et des revenus antérieurs pour les projets GMS dans l'état de la performance financière 2023. Les rattrapages engendrent une reconnaissance plus élevée des dépenses de projets et des contributions volontaires sur l'exercice courant, mais n'ont aucun impact sur le résultat net de l'organisation.

83. Les recettes différées relatives aux projets du FAQS en cours intègrent un montant de 458 386 francs suisses servant à financer les évaluations subséquentes à la clôture des projets. Le CDF a noté que cette somme intègre des projets antérieurs à 2014 pour environ 163 000 francs suisses (195 000 dollars des Etats-Unis).

APPRÉCIATION DU CDF

Selon le CDF, il est probable qu'une partie de ces recettes différées ne soient plus d'actualité.

RECOMMANDATION 6 — PRIORITÉ 2

Le CDF recommande à l'UPU d'analyser régulièrement le caractère actuel des réserves d'évaluation du FAQS et de procéder aux ajustements nécessaires.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La recommandation est acceptée.

Le Bureau international procèdera à une analyse complète des réserves d'évaluation pour des projets antérieurs à 2014 afin de déterminer lesquelles sont encore nécessaires et lesquelles n'ont plus lieu d'être. Elle sera ensuite présentée au Conseil fiduciaire, qui décidera de la suite à donner.

Date de mise en œuvre prévue : décembre 2025, DFI/DOP.

Avances

84. Les avances s'élèvent à 68,0 millions de francs suisses à fin 2023 (79,1 millions de francs suisses à fin 2022). Elles se composent majoritairement des avoirs à disposition des opérateurs désignés pour la réalisation de projets FAQS qui se montent à 59,9 millions de francs suisses à fin 2023 (70,1 millions de francs suisses à fin 2022). Les avoirs à disposition et les revenus issus de la vente des coupons réponses internationaux durant le cycle courant composent le solde des avances.

85. Le CDF a identifié trois types de contributions facturées en avance incluses inadéquatement dans les avances. Selon le CDF, une présentation dans les recettes différées est plus appropriée. Le CDF a ainsi proposé des ajustements d'audit, y compris le retraitement des chiffres comparatifs, que l'UPU a corrigés (cf. par. 106).

86. Les avoirs à disposition des pays membres auprès de l'Union de 4,8 millions de francs suisses au 31 décembre 2023 sont assimilables à des comptes bancaires et permettent le règlement ultérieur de factures postales ou d'autres prestations. Le Bureau international notifie le solde à disposition du pays membre consécutif à chaque transaction ordonnée par ce pays membre. Dans le cadre d'un test par sondage, le CDF a noté que des soldes n'avaient pas fait l'objet d'un avis depuis plusieurs années.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF considère que des notifications de soldes doivent être transmises de manière périodique aux pays membres de manière à s'assurer du solde correct présenté en comptabilité.

RECOMMANDATION 7 PRIORITÉ 1

Le CDF recommande à l'UPU de transmettre périodiquement à tout pays membre son solde d'avoirs à disposition.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La recommandation est acceptée.

Le Bureau international notifie les Pays-membres lorsque des transactions sont effectuées sur les avoirs à disposition. Il transmettra dorénavant également les soldes aux Pays-membres pour lesquels aucune transaction ne se fera en cours d'année.

Date de mise en œuvre prévue : décembre 2025, DFI.

Prestations au personnel

87. Les prestations au personnel à court terme se composent principalement des provisions pour congé annuel et heures supplémentaires. Le CDF n'a identifié aucune anomalie significative.

88. Les engagements actuariels relatifs aux pensions et divers avantages accordés aux employés de l'UPU sont comptabilisés selon les dispositions de la norme IPSAS 39 et présentés à long terme. L'analyse actuarielle a été confiée à l'actuaire conseil de l'UPU.

89. Les prestations au personnel à long terme, calculés selon la méthode des coûts unitaires projetés, sont présentés au passif du bilan pour un montant de 183,5 millions de francs suisses. Les deux montants les plus importants concernent les engagements nets envers la Caisse de prévoyance (142,2 millions de francs suisses) et l'assurance maladie après la cessation de service (37,5 millions de francs suisses). La forte augmentation de ces deux engagements résulte principalement d'une perte actuarielle net de 49,2 millions de francs suisses. Cette perte actuarielle est due principalement aux changements d'hypothèses financières ayant un impact de 48,3 millions de francs suisses.

90. Le CDF a examiné l'application correcte de la norme IPSAS 39, l'intégralité et l'exactitude des données utilisées par l'actuaire conseil pour ses calculs, les hypothèses retenues, ainsi que les écritures comptabilisées. Le CDF n'a relevé aucune anomalie significative concernant les prestations au personnel à long terme.

Contributions volontaires

91. Les contributions volontaires de 29,3 millions de francs suisses au 31 décembre 2023 enregistrent une hausse de 12,3 millions de francs suisses comparé à l'exercice précédent. Cette hausse suit logiquement la tendance des dépenses de projets (cf. par. 95).

92. Lors de son audit, le CDF a analysé la classification correcte des contributions volontaires. Le CDF a demandé le reclassement de plusieurs contributions. Les contributions annuelles au groupe .POST, au groupe d'utilisateurs des services postaux de paiement et au comité consultatif, initialement présentées dans les contributions volontaires, ont été reclassées dans les autres contributions annuelles. Il s'agit de contributions annuelles permettant de participer aux différents groupes et comités (cf. par. 105). Le Bureau international a retraité les chiffres comparatifs.

93. Les procédures d'audit du CDF ont également permis d'identifier un revenu issu de ventes d'études économiques et statistiques présenté de manière inappropriée dans les contributions volontaires. L'ajustement d'audit reste non corrigé au 31 décembre 2023 (cf. par. 106).

94. Sur la base de ces précédentes constatations, le CDF a analysé les matrices de risques et contrôles de l'UPU. Ces matrices ne présentent pas de contrôle veillant à la correcte classification des revenus et à leur reconnaissance.

APPRÉCIATION DU CDF

Le CDF estime que, compte tenu du risque, des contrôles en lien avec la reconnaissance et la correcte classification des revenus doivent être prévus et formalisés dans le système de contrôle interne de l'UPU.

RECOMMANDATION 8 — PRIORITÉ 1

Le CDF recommande à l'UPU de conceptualiser et formaliser les contrôles en lien avec la reconnaissance et la classification des revenus dans les matrices de risques et contrôles.

COMMENTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La recommandation est acceptée.

Dans le cadre de son contrôle interne, le Bureau international introduira un contrôle supplémentaire sur la classification des recettes dans les états financiers afin qu'ils figurent dans la bonne ligne de l'état de la performance financière. Pour que ce contrôle soit entièrement efficace, il est important que la recommandation 5 du présent rapport soit mise en œuvre. Date de mise en œuvre prévue : décembre 2026, DFI/DACAB.

Dépenses de projets

95. Les dépenses de projets à fin 2023 s'élèvent à 23,7 millions de francs suisses contre 9,9 millions de francs suisses à fin 2022. Les dépenses de projets au FAQS ont augmenté notamment en raison de l'implémentation de projets durant l'exercice courant ainsi que de l'application des nouveaux schémas comptables (cf. par. 80-82).

96. Afin d'améliorer la classification des dépenses par nature et d'assurer la comparabilité des informations, le CDF a demandé de reclasser certaines dépenses de voyages et de services de consultants et contrats externes dans les dépenses de projets. Les chiffres comparatifs ont été retraités (cf. par. 106).

97. Le CDF a encouragé le Bureau international à adapter la présentation des dépenses de projets par catégorie de projets plutôt que par type de dépenses de projets en annexe des états financiers. L'UPU a ajusté cette présentation.

98. Lors de ses procédures d'audit, le CDF a identifié des dépenses de projets intersectorielles, éliminées au niveau de l'état de la performance financière dans les états financiers consolidés, mais non éliminées dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2023 (cf. par. 106).

Dépenses de personnel

99. Les dépenses de personnel de 43,8 millions de francs suisses en 2023 représentent le poste de dépenses le plus élevé de l'UPU, soit 48% des dépenses. Le nombre d'employés en équivalent plein temps est resté stable comparé à 2022.

100. Le CDF n'a pas identifié d'anomalie significative dans les dépenses de personnel au 31 décembre 2023.

Etat des variations des actifs nets

101. Le CDF a examiné le tableau des variations des actifs nets (état financier III) et vérifié la concordance des mouvements. Le CDF a requis de nombreuses adaptations dans l'état III afin de présenter correctement les mouvements, notamment la réévaluation des actifs suite à l'introduction d'IPSAS 41 (cf. par. 55, 106-107), et de les réconcilier aux autres informations figurant dans l'état de la situation financière et la note 16 aux états financiers consolidés. Le CDF a également demandé le retraitement des chiffres comparatifs en lien avec la classification erronée de deux fonds de tiers (cf. par. 78, 106). Le CDF a invité l'UPU à présenter l'utilisation et l'allocation des réserves au brut. Le Bureau international a effectué les corrections nécessaires.

Etat des flux de trésorerie

102. Le CDF a examiné les positions du tableau des flux de trésorerie (état financier IV) et vérifié la concordance des montants présentés avec les variations de soldes constatées entre l'ouverture et la clôture du bilan.

103. L'UPU a effectué les corrections nécessaires pour que le tableau des flux de trésorerie concorde avec les soldes finaux du bilan.

104. Les anomalies, y compris les omissions, sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Le CDF considère qu'une anomalie individuelle est significative si elle dépasse 77 600 francs suisses. L'incidence des anomalies quant à l'interprétation des états financiers dans leur ensemble est considérée comme significative si elle dépasse 720 000 francs suisses au total.

Ecritures complémentaires ajustées et non ajustées

105. Le tableau suivant présente les écritures complémentaires relevées pendant l'audit intermédiaire et prises en considération par l'UPU lors de l'établissement des états financiers consolidés.

Description	Effet sur le résultat (CHF)	Effet sur les actifs nets (CHF)
Dépréciation concernant des charges non activables (77 340 CHF)	77 340	77 340
Comptabilisation incorrecte d'investissements au bilan (13 640 CHF)	13 640	13 640
Reclassement du compte débiteur CRI en diminution des CRI vendus au passif du bilan (61 964 USD, 51 740 CHF)	-	-
Classification inappropriée des contributions au groupe .POST (288 709 CHF, retraitement des chiffres comparatifs pour 307 300 CHF, cf. par. 92)	-	-
Classification inappropriée des contributions annuelles au groupe d'utilisateurs des services postaux de paiement (99 796 CHF, retraitement des chiffres comparatifs pour 138 875 CHF, cf. par. 92)	-	-
Classification inappropriée des contributions annuelles au comité consultatif (479 330 CHF, retraitement des chiffres comparatifs pour 105 556 CHF, cf. par. 92)	-	-

106. Le tableau suivant présente les écritures complémentaires relevées pendant l'audit. Deux écritures restent non corrigées au 31 décembre 2023.

Description	Effet sur le résultat (CHF)	Effet sur les actifs nets (CHF)
Balance avant écritures complémentaires	**(3 000 697)**	**133 895 700**
Ecritures complémentaires corrigées		
Comptabilisation incorrecte du changement de méthode comptable relatif à l'évaluation des débiteurs conformément à IPSAS 41 (3 561 769 CHF, cf. par. 55, 101)	(3 561 769)	-
Classification inadéquate d'équipements de conférence (1 299 870 CHF, cf. par. 74-75)	-	-
Reclassification de dépenses de projets présentées incorrectement dans les dépenses de voyages et les services de consultant et contrats	-	-

Description	Effet sur le résultat (CHF)	Effet sur les actifs nets (CHF)
externes (1 491 938 CHF, retraitement des chiffres comparatifs pour 159 652 CHF, cf. par. 96)		
Présentation inappropriée du fonds affecté "Projet .post" (125 099 CHF, retraitement des chiffres comparatifs pour 243 218 CHF, cf. par. 78)	-	(125 099)
Présentation inappropriée du fonds affecté "Marque collective SFP" (80 052 CHF, retraitement des chiffres comparatifs pour 80 442 CHF, cf. par. 78)	-	(80 052)
Présentation inappropriée des contributions facturées en avance au CTP (318 551 CHF, cf. par. 85)	-	-
Présentation inappropriée des autres contributions facturées d'avance PPS Clearing (81 600 CHF, cf. par. 85)	-	-
Présentation inappropriée des autres contributions facturées d'avance UPU Clearing (251 334 CHF, retraitement des chiffres comparatifs pour 244 386 CHF, cf. par. 85)	-	-
Transactions inter compagnies non éliminées en consolidation (261 624 CHF, cf. par. 98)	-	-
Balance après écritures complémentaires (selon états financiers)	**(6 562 465)**	**133 690 549**
Ecritures complémentaires non corrigées		
Amortissement incomplet sur les immobilisations IMBI-0684 et IMBI-0731 (78 584 CHF)	78 584	78 584
Présentation inappropriée de revenus de ventes d'études économiques et statistiques (110 265 CHF, cf. par. 93)	-	-
Impact des écritures complémentaires de l'exercice précédent corrigées durant l'exercice courant		
Aucun	-	-
Balance après toutes les écritures complémentaires	**(6 483 881)**	**133 769 133**

Information insuffisante ou présentation incorrecte

107. Le CDF a identifié plusieurs corrections dans l'annexe aux états financiers consolidés 2023 suite à des informations insuffisantes ou incorrectes. Le CDF présente ci-dessous une liste non exhaustive des différentes adaptations requises. En particulier, les informations relatives à l'application d'IPSAS 41 *Instruments financiers* n'étaient pas conformes aux exigences d'IPSAS 30 *Instruments financiers : Informations à fournir* (cf. par. 55). Les principales méthodes comptables n'étaient pas à jour en raison de l'introduction d'IPSAS 41 *Instruments financiers*. La liste des normes IPSAS publiées par l'IPSAS Board avec une date d'entrée en vigueur ultérieure au 1er janvier 2023 n'était pas exhaustive.

108. Les notes relatives à certaines positions des états financiers ont dû être adaptées suite aux commentaires du CDF. Les mouvements des immobilisations incorporelles en note 9 n'étaient pas présentés de manière transparente et adéquate selon le type de transaction (acquisition, transfert, cession, dépréciation). La note 12 Prestations au personnel contenait encore des informations de l'exercice 2022. Les pertes actuarielles présentées en annexe ne concordaient pas avec les pertes actuarielles comptabilisées dans les actifs nets. Les informations quant aux risques financiers en note 23 n'étaient pas actualisées. Le CDF a

demandé l'adaptation de la répartition par monnaie des comptes créditeurs et charges à payer. L'information sectorielle en note 26 contenait des erreurs. Le CDF a également demandé d'ajouter des informations relatives aux transferts de fonds significatifs entre entités et au principe comptable appliqué.

109. Toutes les anomalies significatives ont été corrigées.

RECOMMANDATIONS D'AUDIT

110. Les recommandations qui avaient été formulées lors des précédents audits de bouclement et de surveillance financière ont fait l'objet d'un suivi et leur statut de mise en œuvre a été examiné à fin mai 2024. Les recommandations d'audit concernant les contrôles généraux informatiques ont fait l'objet d'un suivi uniquement en décembre 2023.

111. Sur les 23 recommandations ouvertes, 12 ont été implémentées. La mise en œuvre des 11 autres recommandations encore ouvertes est en cours.

Recommandations mises en œuvre

112. Le CDF considère les recommandations suivantes comme ayant été implémentées depuis le dernier audit.

Rapport d'audit			Recommandations		
No	Date	Objet	No	Type	Unité
20091	16.07.2020	Audit de la gouvernance informatique	2	IT	DCTP
20091	16.07.2020	Audit de la gouvernance informatique	3	IT	DCTP
20091	16.07.2020	Audit de la gouvernance informatique	4	IT	DCTP
20091	16.07.2020	Audit de la gouvernance informatique	5	IT	DCTP
20339	28.06.2021	Audit des états financiers consolidés 2020	1	Gestion	DACAB, DPRM
21202	14.12.2021	Audit de performance du projet Electronic Advance Data	2	Gestion	DOP/FAQS
21202	14.12.2021	Audit de performance du projet Electronic Advance Data	5	Gestion	DOP/FAQS
21481	31.08.2022	Audit des états financiers consolidés 2021	10	EF	DRH
22365	31.08.2023	Audit des états financiers consolidés 2022	1	IT	DCTP
22365	31.08.2023	Audit des états financiers consolidés 2022	2	IT	DCTP
22365	31.08.2023	Audit des états financiers consolidés 2022	6	EF	DFI
22365	31.08.2023	Audit des états financiers consolidés 2022	7	EF	DFI

Recommandations encore ouvertes

113. Il résulte du suivi effectué par le CDF que les recommandations suivantes sont considérées comme encore ouvertes.

Rapport d'audit			Recommandations			
No	Date	Objet	No	Type	Unité	Date prévue initiale de mise en œuvre
20338	24.08.2020	Audit des états financiers consolidés 2019	4	Gestion	DL	31.12.2021
21481	31.08.2022	Audit des états financiers consolidés 2021	2	EF/Gestion	DACAB	30.11.2022
21481	31.08.2022	Audit des états financiers consolidés 2021	3	IT	DCTP	31.12.2022
21481	31.08.2022	Audit des états financiers consolidés 2021	4	IT	DCTP	31.12.2022
22365	31.08.2023	Audit des états financiers consolidés 2022	3	IT	DCTP	31.12.2023
22365	31.08.2023	Audit des états financiers consolidés 2022	4	IT	DCTP	31.12.2023
22365	31.08.2023	Audit des états financiers consolidés 2022	5	EF/Gestion	DACAB	31.05.2024
22365	31.08.2023	Audit des états financiers consolidés 2022	8	Gestion	DRH	31.12.2024
23372	06.11.2023	Audit des processus d'achats	1	Gestion	DAJ	31.05.2024
23372	06.11.2023	Audit des processus d'achats	2	Gestion	DACAB	31.05.2024
23372	06.11.2023	Audit des processus d'achats	3	Gestion	DAJ	31.05.2024

Berne, le 30 août 2024

CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES

Eric-Serge Jeannet
Vice-directeur

Martin Köhli
Responsable de centre de compétences